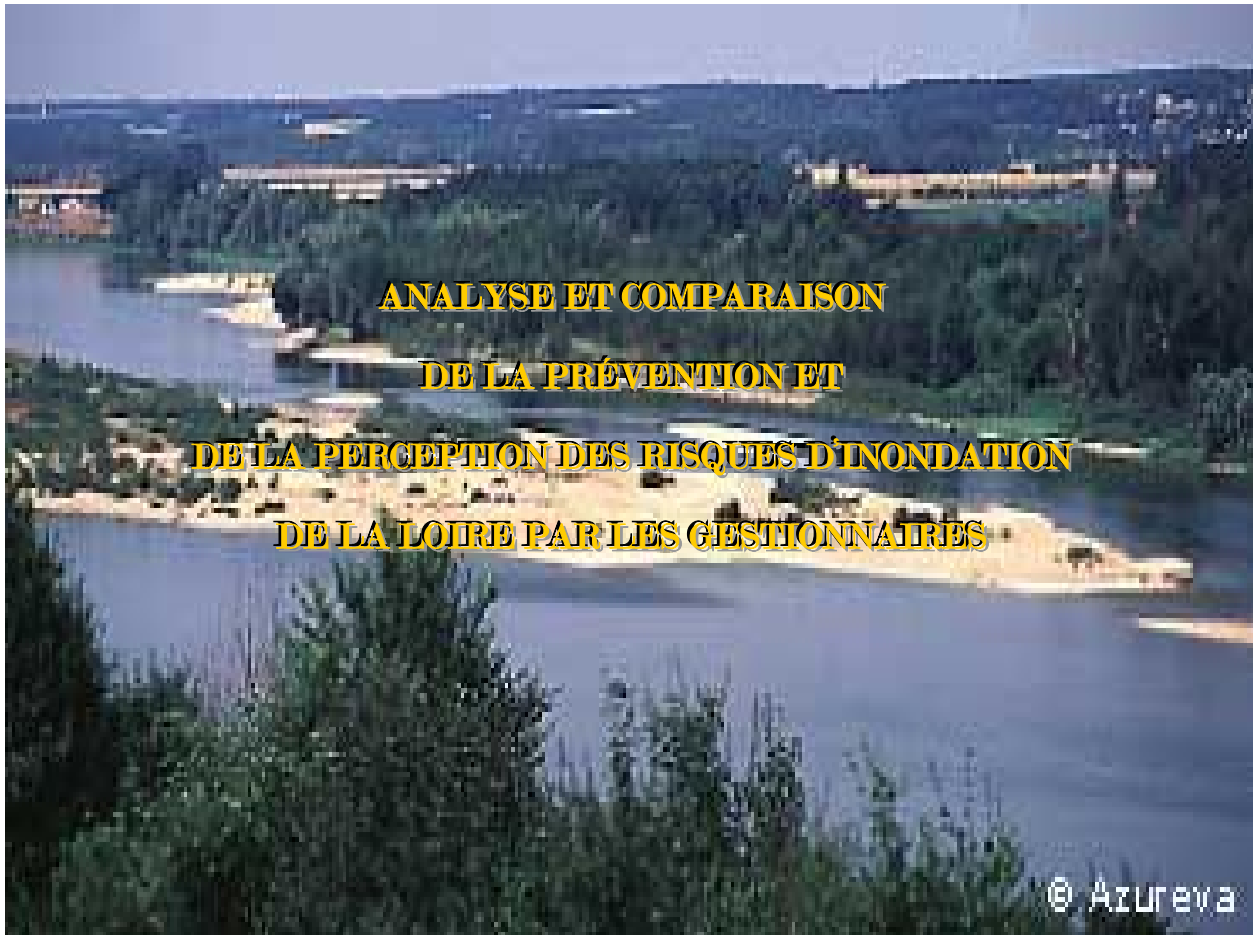


**Université François Rabelais
Faculté des Sciences et Techniques
Parc de Grandmont
37 200 TOURS**



**ANALYSE ET COMPARAISON
DE LA PRÉVENTION ET
DE LA PERCEPTION DES RISQUES D'INONDATION
DE LA LOIRE PAR LES GESTIONNAIRES**

© Aureva

Par : Sophie BARBAROSSA

Tuteur : Sylvie SERVAIN-COURANT

**Projet réalisé dans le cadre de la formation :
DESS Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux en Europe**

Année 2002/2003

REMERCIEMENTS

Je tiens tout particulièrement à remercier mon tuteur Madame Sylvie SERVAIN-COURANT, Maître de Conférences, ENSNP Blois, qui m'a permis de découvrir une discipline rarement utilisée jusqu'à maintenant dans mon cursus universitaire : la sociologie. De plus, elle m'a permis de réaliser ce projet en me proposant un thème très intéressant.

Je remercie également le responsable du DESS IHCE, Monsieur Jean-Pierre BERTON, Professeur, IMACOF, Université de Tours et Centre Universitaire de Chinon, pour l'existence de cette formation très intéressante. De plus, grâce à ce projet, j'ai pu acquérir une autre forme d'autonomie de travail, très bénéfique pour ma très prochaine vie active.

Enfin, je tiens à remercier toutes les personnes enquêtées pour leur patience, sans quoi, ce travail n'aurait pu aboutir...

SOMMAIRE

1. CONTEXTE

1.1. Présentation de la Loire	Page 1
1.2. Présentation du projet	Page 1
1.3. Présentation des problématiques	Page 2

2. MÉTHODES SOCIOLOGIQUES

2.1. Choix des communes	Page 3
2.2. Choix des personnes enquêtées	Page 3
2.3. Déroulement de l'enquête	Page 4

3. RÉSULTATS

3.1. En zone rurale	Page 5
3.2. En zone urbaine	Page 9
3.3. En zone péri-urbaine	Page 13

4. DISCUSSION

4.1. Notion du risque	Page 15
4.2. Notion de communication, d'information	Page 17
4.3. Limites de l'étude	Page 19
4.4. Ouverture de l'étude	Page 20

ANNEXES

Annexe n°1 : Questionnaire réalisé avec l'aide de mon tuteur Sylvie Servain-Courant et de la sociologue Nathalie Lewis.

Annexe n°2 : Affiche mise à la disposition de la population sur des panneaux (écoles, garderies,...) obtenue grâce à la collaboration de la Préfecture d'Indre et Loire.

Annexe n°3 : Extrait du Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Préfecture d'Indre et Loire, Janvier 1995 : note expliquant le comportement à adopter lors d'une inondation (culture du risque) et auprès de qui s'informer lors de telles crises.

Annexe n°4 : Extrait du Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Préfecture d'Indre et Loire, Janvier 1995, carte mettent en évidence les risques d'inondation dans le département d'Indre et Loire.

Annexe n°5 : Légende des annexes suivantes.

Annexe n°6 : Direction Départementale de l'Équipement Service urbanisme et aménagement
Extrait du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation,
Document graphique, Val de Bréhémont – Val de Langeais.
Commune de Bréhémont – Commune de Rivarennnes.

Annexe n°7 : Direction Départementale de l'Équipement Service urbanisme et aménagement
Extrait du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation,
Document graphique, Val de Tours – Val de Luynes.
Commune de Montlouis sur Loire.

Annexe n°8 : Direction Départementale de l'Équipement Service urbanisme et aménagement
Extrait du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation,
Document graphique, Val de Tours – Val de Luynes.
Commune de La Riche.

ANNEXE 2

ANNEXE 3

ANNEXE 4

ANNEXE 5

ANNEXE 6

ANNEXE 7

ANNEXE 8

BIBLIOGRAPHIE

- Lewis N., *La gestion intégrée de l'eau en France. Critique sociologique à partir d'une étude de terrain*. Thèse de Sociologie, 1999.
- Mahaud J., *Les boisements de conifères du Morbihan, de l'environnement au paysage, Les processus écologiques et sociaux d'acclimatation et de naturalisation de trois essences résineuses introduites*, Thèse pour le doctorat en sciences forestières de l'Ecole Nationale du Génie rural, des Eaux et des Forêts, 2000.
- Rode S., *Des inondations et des hommes : connaissance, représentations et prise en compte du risque d'inondation*, Mémoire de maîtrise de Géographie, 1999.
- <http://www.cemagref.fr>
- <http://www.eau-loire-bretagne.fr>
- <http://www.francebalade.com>
- Préfecture d'Indre et Loire, Direction Départementale de l'Équipement, *Dossier Départemental des Risques Majeurs, Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive*, Janvier 1995.

CHAPITRE 1 : CONTEXTE

1. PRÉSENTATION DE LA LOIRE

Avec ses plus de 1 000 Km de long, la Loire est le plus long et le plus beau fleuve de France. Il prend sa source dans l'Est du Massif Central au pied du Mont Gerbier des Jones, une des montagnes les plus élevées de l'Ardèche (1 550 m). Son bassin hydrographique s'étend sur 155 000 Km², soit 28 % du territoire (10 régions et 31 départements). Ses principaux affluents sont l'Allier, le Cher, l'Indre, la Vienne, le Thouet, la Maine, la Sarthe, la Mayenne, et enfin, la Sèvre et l'Erdre. La Loire se jette dans l'Océan Atlantique, au niveau de Saint Nazaire.

« Le Jardin de la France », voici comment est appelée la vallée de la Loire. En effet, grâce à ses châteaux (Amboise, Chenonceaux, Azay le Rideau, Chambord...), ses vins (Vouvray, Chinon, Bourgueil...), ses paysages uniques et sa gastronomie remarquable, les régions traversées par la Loire ont un patrimoine extraordinairement riche. Ainsi, le 30 Novembre 2000, le Val de Loire est inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, ce qui facilitera la préservation de l'environnement, de la faune et de la flore, ainsi que la valorisation du paysage ligérien dans son ensemble.

Derrière ce magnifique tableau, la Loire cache un caractère très coléreux avec une hydrologie réputée « capricieuse ». En effet, ce fleuve a un débit irrégulier qui peut être très faible en été, mais qui peut également provoquer de terribles crues. Ainsi, 1846, 1856, 1866 sont des dates inoubliables : les niveaux atteints lors de ces inondations s'élevaient à 2 m (Tours), et la Loire et le Cher étaient réunis en formant un lac de plus de 40 Km de long et 10 Km de large.

2. PRÉSENTATION DU PROJET

Un ancien cantonnier de Loire disait : « Les gens, aujourd'hui, s'en fichent du tiers comme du quart, ils n'y croient pas, ils resteraient chez eux..., ils savent même pas que l'eau peut monter jusque là... ». Pour mieux protéger les populations, des levées de protection (700 Km) le long de la Loire et de l'Allier ont été construites mais ces dernières ont toujours rompu sous la puissance des fortes crues : voilà pourquoi un programme de renforcement a été entrepris dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature (janvier 1994) qui vise à concilier la sécurité des personnes face aux risques d'inondation, la protection de l'environnement et le développement économique. Enfin, aujourd'hui réhabilité, toujours dans le cadre de ce Plan Loire Grandeur Nature, l'entretien du fleuve reste la solution majeure pour éviter les catastrophes en empêchant l'obstruction végétale et l'écoulement irrégulier des eaux.

Cependant, malgré ces différentes mesures, la population est-elle assez informée ? Comment perçoit-elle la Loire si elle habite en zone rurale, ou au contraire urbaine ? Les gestionnaires prennent-ils vraiment le problème des risques d'inondation au sérieux ? Autant de questions auxquelles j'ai désiré répondre en réalisant ce projet d'études. Ainsi, durant trois mois de mon année universitaire de DESS, j'ai tenté de commencer à me demander comment les gestionnaires et les habitants percevaient la Loire et si cette perception variait d'une zone géographique à une autre.

Dans ce rapport, j'essaierai donc de comprendre comment sont perçus les phénomènes hydrologiques par les populations qui vivent dans des zones géographiques différentes. Je m'entends par des zones géographiques différentes, des communes plus ou moins urbanisées. Dans ce rapport, j'utiliserai donc trois zones géographiques : zones urbaine (grande population), rurale (faible effectif de la population) et péri-urbaine (intermédiaire entre les deux précédemment citées).

3. PRÉSENTATION DES PROBLÉMATIQUES

Mais d'où viennent les crues ? Pour répondre brièvement à cette question, il faut savoir que les crues de la Loire sont principalement de trois types. Les crues océaniques, les plus fréquentes, sont provoquées par des perturbations océaniques. Elles affectent les différents sous bassins. En Loire moyenne, précisément, le débit de ces crues est toujours inférieur à ce que peuvent contenir les levées. Les crues cénévoles, les plus brutales, résultent de précipitations orageuses d'origine méditerranéenne qui surviennent en général à l'automne, et plus rarement, au printemps sur les Cévennes et les hauts bassins de la Loire et de l'Allier. Les crues mixtes, conjonction d'une crue cénévole et d'une crue océanique, sont les plus dangereuses. Ainsi, les crues de 1846, 1856 et 1866 appartiennent à ce dernier type. Mais la notion de crue n'implique-t-elle pas directement celle du risque ?...

Cependant, cette notion a été largement étudiée. Combien de recherches, de sujets de stage, de sujets de thèse ont cherché à comprendre et à analyser les rapports qu'entretiennent les populations de la Loire moyenne (de Nevers à Angers) avec ce fleuve ? Il serait donc très prétentieux d'affirmer qu'en trois mois, une analyse et une comparaison de la perception des risques d'inondation et de la prévention pourraient être entièrement réalisées.

Voilà pourquoi dans cette étude, j'ai tenté de débiter une nouvelle approche qui consiste à comparer trois sites à caractéristiques différentes pour dégager une éventuelle influence dans la perception du risque d'inondation de la Loire. En effet, alors qu'on aurait tendance, par intuition, à classer les populations selon leur âge, leur classe sociale ou leur lieu de résidence, j'ai voulu tenter de démontrer quels pouvaient être réellement les facteurs qui influencent la perception du risque.

Pour certains (Sylvain RODE, Des inondations et des hommes, 1999), on peut classer la population en trois catégories. Les personnes qui connaissent relativement bien le risque, c'est à dire celles qui connaissent le risque d'inondation et qui se sentent concernées par celui-ci. Elles savent que la Loire peut connaître de graves inondations. Ensuite, viennent les personnes qui sous-estiment le risque. Ces dernières connaissent le risque mais le minimisent et ne se sentent pas menacées. Enfin, la catégorie la moins représentée concerne les personnes qui ignorent totalement le risque. Alors la problématique tournera autour de la question suivante : peut-on classer, de même, les gestionnaires ? Existe-t-il des gestionnaires plus ou moins concernés par le risque ? Et surtout, s'il existe une différence entre eux, peut-on penser que les facteurs influençant les réponses sont principalement dus à la zone d'habitation et à l'historique de la commune ?

CHAPITRE 2 : MATÉRIEL ET MÉTHODES

1. CHOIX DES COMMUNES

Comme le but de cette étude était de voir comment étaient perçus les phénomènes hydrologiques par des populations vivant dans des zones différentes, il fallait trouver des zones proches géographiquement tout en ayant des caractéristiques différentes. En effet, afin de vérifier si les caractéristiques sociologiques (âge, sexe, profession, ...) des personnes enquêtées de la zone d'habitation font varier les mentalités, il faut s'assurer que seul ce paramètre change. Ainsi, en interrogeant des personnes très éloignées géographiquement, comment s'assurer que le paramètre influençant les réponses n'est pas seulement l'urbanisation plus ou moins importante mais peut-être l'interaction entre cette dernière et la différence régionale ?

Ainsi, afin d'étudier la perception du risque d'inondation et de sa prévention dans une zone urbaine, les communes choisies étaient : Tours et La Riche. En effet, appartenant à l'agglomération proche de la ville de Tours qui compte 137 000 habitants, la dernière citée contient 8 661 habitants.

A l'inverse, des communes situées en zone rurale ont été également choisies. Il s'agit de Bréhémont et Rivarennnes. Ces deux communes sont éloignées d'une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tours et ont respectivement 726 et 728 habitants.

Enfin, entre les deux cas cités ci-dessus, une zone péri-urbaine existe. En effet, cette dernière est représentée par la ville suivante : Montlouis sur Loire, 9 927 habitants.

2. CHOIX DES PERSONNES ENQUÊTÉES

Pour réaliser cette étude, j'ai désiré obtenir le plus d'avis possibles ainsi qu'une diversité dans les fonctions, les responsabilités des personnes enquêtées. En effet, afin d'étudier le maximum de paramètres qui peuvent faire varier les réponses, il faut s'assurer de réaliser un échantillon judicieux des différents acteurs de l'eau : maires, adjoints, élus, protection civile, défense...

Ainsi, dans la zone rurale, les maires ont été interrogés. Il s'agit donc de messieurs Jean-Marie LAMAMY et Jean-Claude TRUISSARD, respectivement pour les mairies de Rivarennnes et de Bréhémont.

Pour la zone urbaine, Madame FOURNIER, des services techniques de la mairie de La Riche a bien voulu m'accueillir. Pour la ville de Tours, plusieurs personnes au sein de la préfecture ont accepté de collaborer pour réaliser ce projet : Monsieur ADROGUER, chef de bureau protection civile et Madame SPARFEL, pour tout ce qui concerne l'information préventive. Sans oublier Monsieur Pierre Le Floch, DDE d'Indre et Loire, qui a bien voulu me laisser explorer les archives et les documents traitant de la Loire.

Enfin, pour la zone péri-urbaine, l'adjoint au maire de la mairie de Montlouis sur Loire, Monsieur GASSERA a répondu à mes différentes questions.

3. DÉROULEMENT DE L' ENQUÊTE

Le but de cette étude étant de comprendre comment certains phénomènes hydrologiques sont perçus par les acteurs de l'eau et les populations, il nous a donc semblé plus judicieux de réaliser ces enquêtes à travers des entretiens semi-directifs. Dans ce sens, les sentiments le plus profonds et les représentations que se font les gens de la Loire ont pu plus facilement être atteints. Pour justifier ce choix, je citerai G. Michelat : *« L'information atteinte par l'entretien non directif est considérée comme correspondant à des niveaux plus profonds, ceci parce qu'il semble bien qu'il existe une relation entre le degré de liberté laissée à l'enquête et le niveau de profondeur des informations qu'il peut fournir. La liberté laissée à l'enquête (la non-directivité étant toutefois relative) facilite la production d'informations symptomatiques qui risqueraient d'être censurées dans un autre type d'entretien. »* (Michelat G., Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie, Revue française de sociologie, 1975)

Pour effectuer mes enquêtes, je me suis déplacée directement sur les lieux de travail des personnes interrogées. Tous les entretiens ont été réalisés seuls à l'exception de celui concernant l'adjoint au maire de la ville de Montlouis sur Loire. En effet, pour ce dernier, nous étions quatre enquêteurs : moi-même et un groupe de trois étudiantes qui travaillaient également sur la Loire. Les entretiens ne concernaient qu'une personne à la fois afin d'éviter toute éventuelle influence, ce qui aurait pu entraîner une dispersion ou une atténuation des propos. Enfin, à la fin de mon questionnaire, je montrais une photographie typique représentant la Loire afin de favoriser les réactions sur le fleuve.

Le questionnaire utilisé pour effectuer mes entretiens se trouve à la fin de ce rapport, en annexe n°1...

CHAPITRE 3 : RÉSULTATS

Avant de commencer, je tiens à préciser que tout ce chapitre aura pour unique vocation de rapporter les dires des enquêtés, sans essayer de les analyser.

1. EN ZONE RURALE

- COMMUNE DE RIVARENNES

Voici, tout d'abord, quelques caractéristiques qui pourront être importantes ultérieurement pour l'analyse des réponses :

- Nombre d'habitants de la commune :	728
- Superficie de la commune :	1 892 hectares
- Ancienneté de l'enquête dans la fonction :	15 ans
- Âge de l'enquêté :	70 ans
- Sexe de l'enquêté :	Masculin

- **Caractéristiques de la population de la commune**

Depuis une dizaine d'années, la population de la commune de Rivarennnes rajeunit. Avant, la moyenne d'âge était autour de 60-70 ans, mais à présent, elle est autour de 50-60 ans. De plus en plus de jeunes viennent s'installer, en faisant construire. Il est important de noter qu'il s'agit d'une petite ville, donc les gens ont l'avantage d'être au calme, de mener une vie paisible ; mais d'un autre côté, en seulement 30 minutes, nous sommes à Tours (voire moins avec prochainement l'arrivée de l'autoroute). Cette commune a plusieurs commerçants, une pharmacie, deux médecins...

- **Les occupations du sol dans les zones inondables**

Les zones inondables sont principalement des prairies et des peupleraies. Cela correspond plus ou moins à une centaine d'hectares. Depuis 10 ans, les prairies sont louées à des éleveurs et des peupliers ont été plantés. La partie inondable est toute la partie basse de la commune.

- **La Loi Barnier**

L'enquêté connaît la loi Barnier. Il n'en est pas très satisfait car il considère que la loi est trop stricte, qu'elle utilise des crues extrêmement rares pour délimiter des zones de construction. Cette loi empêche de construire dans certaines zones où le risque n'existe pas. Cette loi est trop rigide : ils devraient laisser plus de liberté aux maires qui connaissent bien leurs villes plutôt que de le confier à des parisiens qui ne savent pas comment cela se passe sur le terrain, dans la commune même.

Concrètement, dans la commune, cela se résume à : « on ne peut pas faire, on ne peut pas faire ». La loi apporte des arguments mais elle est trop dure. De nombreux permis de construction n'ont pas été délivrés à cause de cette loi.

- **Le PPRI**

L'Atlas des zones inondables : Val de Bréhémont, Val de Langeais, qui date de 1995. Toute la partie basse de la commune est concernée. Pour se faire, ils se sont basés sur les brèches de 1856.

Le PPRI a été créé après l'Atlas des zones inondables et date de 2001. Il n'a pas entraîné beaucoup de changements. Par rapport à l'Atlas des zones inondables, la délimitation des zones inondables sont toujours par rapport au plus contraignant : si l'Atlas délimite plus loin, il faut se baser sur l'Atlas, et vice-versa. Par rapport à la population, elle n'est pas contente et s'en prend à la commune. Elle ne comprend pas que la loi vient de plus haut. Par exemple, dans les maisons les plus proches de la partie basse, les gens n'ont pas le droit d'avoir de sous-sol même si cela n'a pas de risque. Ultérieurement, la présence du PPRI ne fera qu'aggraver les choses : il est trop dur, trop stricte et ce n'est pas justifié. Il ferait mieux d'entreprendre des travaux de renforcement de digues, à la place...

- **Le Plan Loire Grandeur Nature**

Selon l'enquêté, le Plan Loire Grandeur Nature permet de nettoyer le lit de la Loire : enlever tout ce qui gêne et ne fait pas beau, et de renforcer les levées. Sur la commune, il y a deux groupes. La population âgée qui s'en fout car elle a toujours vécu avec la Loire, elle la connaît et n'en a pas peur. A l'inverse, la population plus jeune en fait attention, se tient plus au courant, à travers les enquêtes notamment, mais sans plus d'intérêt. La population est informée de ce plan à travers les enquêtes, les affiches dans la mairie, le journal officiel, le bulletin municipal. C'est la population qui doit avoir la démarche d'aller s'informer. Par exemple, à la dernière exposition sur la Loire, il n'y a eu que 4 ou 5 personnes...

- **L'information auprès de la population**

La population a besoin d'être informée sur les risques d'inondation quand il y a de grandes inondations ; sinon, elle est habituée. La gendarmerie annonce par téléphone : la population les appelle pour suivre l'évolution de la crue. Les gens les plus près de la Loire (2 ou 3 maisons) appellent, demandent. Pour les autres, ils s'inquiètent seulement lorsque les routes sont coupées. Pour les éleveurs, au printemps ou au début de l'automne, ils appellent pour savoir s'ils doivent rentrer ou pas leurs animaux. La population ne se sent ni menacée, ni concernée. Elle s'inquiète seulement lorsqu'il n'y a plus d'accès car la route est bloquée.

- **L'inscription de la Loire au Patrimoine Mondial de l'UNESCO**

C'est une bonne chose que la Loire soit inscrite au Patrimoine Mondiale de l'UNESCO (des rires). Ils attendent (secrétaire et maire interrogés à ce moment) de cette inscription des subventions pour finir le projet de la Loire en vélo. Cela pourrait attirer des touristes, ce qui serait bien pour la ville (sachant qu'il y a déjà le camping, le musée...)

- **La photographie**

En regardant la photo, l'enquêté a dit que c'était la Loire car il serait nécessaire de nettoyer le lit. On remarque un élargissement à droite et à gauche, ce qui est typique de la Loire. Il serait bien de la chenaliser davantage mais ensuite, on aurait un fleuve qui ressemblerait au Rhône.

- **La liste de mots**

Les 5 mots les moins représentatifs : baignade, brèche, cormoran, peupleraie, silure.

Les 10 mots les plus représentatifs par ordre de préférence : quai, patrimoine mondial, Plan Loire Grandeur Nature, piste cyclable, berge, digue, levée, parc naturel régional, Natura 2000, calme.

- **Mes remarques**

Il est important de noter que Rivarennnes ne se situe pas en bord de Loire. Les crues de l'Indre, qui dépendent de la Loire, sont les plus à craindre. Si le barrage de Villedary sautait, la commune de Rivarennnes serait inondée. Le terrain sur Rivarennnes ne reste pas trop cher, ce qui attire les jeunes. Prochainement, le train et l'autoroute vont arriver. En 2002, environ 15 lotissements se sont construits. En général, la population est contente (pêcheurs) car les crues amènent des poissons dans les bras morts.

- **COMMUNE DE BRÉHÉMONT**

- **Caractéristiques de la commune**

- Nombre d'habitants de la commune :	726
- Superficie de la commune :	1 271 hectares
- Ancienneté de l'enquêté dans la fonction :	8 ans
- Âge de l'enquêté :	59 ans
- Sexe de l'enquêté :	Masculin

- **Caractéristiques de la population de la commune**

Respectivement, il a eu en 1995, 1996 et 1997 : 11, 14 et 17 naissances. Aujourd'hui, la commune compte de 8 à 10 naissances par an. Comme pour la commune de Rivarennnes, les jeunes cherchent à acheter : tranquillité et proximité de Langeais (10 min) et de Tours (30 min). En 1999, il y avait 23 % de la population qui avait moins de 20 ans et 19 % au-dessus de 60 ans. Dans les années 70, il s'agissait principalement de résidences secondaires, de maisons de campagne. A l'inverse, depuis les années 1980-1990, les gens cherchent plus à vivre à la campagne.

- **Les occupations du sol dans les zones inondables**

Toute la commune est en zone inondable : 96 à 98%. En effet, Bréhémont fait 8 Km de long ce qui fait que toute la ville, le long de la Loire, est inondable.

- **La Loi Barnier**

La loi Barnier est connue par l'enquête. Selon lui, il s'agit d'une adaptation correcte, d'une prise de conscience du danger, pour ne pas faire n'importe quoi, n'importe où. Pour la commune, le maire a fait venir le préfet car il fallait agir. En effet, les constructions étant limitées, il fallait travailler avec l'Etat, la préfecture pour trouver d'autres moyens afin de continuer de faire vivre la commune. Le problème était que rien ne pouvait être construit sur la commune à cause des risques omniprésents d'inondation. Après le PIG de 1992/1993, comment faire pour éviter de laisser mourir la commune ? Il fallait s'adapter alors un projet a vu le jour : le projet « Avenir Bréhémont » (1999) qui s'étend sur une dizaine d'années. Les objectifs sont de développer le tourisme, faire renaître le patrimoine de la commune, s'associer avec les villes voisines (Azay le Rideau...).

- **Le PPRI**

L'Atlas des zones inondables et le PIG ont été d'abord instaurés. Ensuite, le PPRI en a fait suite (21 juin 2002). Il a permis de fixer des zones très précises : quatre zones d'aléas : faible, moyen, fort, très fort. Dans chaque zone, il existe des secteurs. Afin d'éviter l'inondation de Tours, la commune est volontairement submersible : ce sont des digues fusibles. En faisant sauter ces dernières, Bréhémont, zone de déversoir, est inondée. La population sait que la ville est en totalité en zone inondable (actes de vente, biens immobiliers, terrains, ...). Cependant, la population ne se sent ni concernée, ni menacée : la mémoire se perd. Les gens les plus âgés le savent, les autres non. Le plan d'occupation du sol datait de 1984, ce dernier a donc profité du plan local d'urbanisme pour se mettre en conformité avec le PPRI. Comme il s'agit d'une commune très défavorisée (en totalité en zone inondable), elle a bénéficié de grandes subventions. Pour les permis de construire : sur 40 parcelles, 12 ont été acceptées.

- **Le Plan Loire Grandeur Nature**

Le Plan Loire Grandeur Nature avance petit à petit. Il permet le renforcement des digues (ce qui n'est pas négligeable), ainsi que le nettoyage du lit (à cause de la formation des îles) mais devrait aller plus vite. La population se sent concernée car en a vu les applications (1.5 Km de digues renforcées). Les gens voient les travaux, et sentent la volonté de sécuriser les digues pour éviter l'impact des crues. La population est bien informée à propos de ce plan : Nouvelle République, Conseil Municipal, vœux, expositions...(150 personnes présentes)

- **L'information auprès de la population**

La population, pas inquiète, a quand même besoin d'être informée sur les risques d'inondation : expositions dans les salles communales, comptes rendus, journal municipal, bulletin annuel municipal, l'échos de Bréhémont...

- **L'inscription de la Loire au Patrimoine Mondial de l'UNESCO**

La population est au courant de l'inscription de la Loire au Patrimoine Mondiale de l'UNESCO par les médias, la TV, la radio, la NR, les photos, les expositions...

Les gens sont contents, se sentent concernés et se demandent ce que cela pourrait apporter concrètement à la commune. Cela a aussi favorisé les demandes d'achat de maisons. Les gens veulent connaître l'avenir de Bréhémont.

- **La photographie**

Par rapport à la carte postale représentant la Loire, la présence des îles, les levées et les bancs de sable ont attiré l'attention.

Les 5 mots les moins représentatifs : calme, centrale nucléaire, forêt, littérature, frêne.

Les 10 mots les plus représentatifs par ordre de préférence : patrimoine mondial, levée, inondation, échelle de crue, étiage, digue, crue, brochet, barque, piste cyclable.

- **Mes remarques**

J'aimerais préciser que malgré les fortes chances d'inondation ainsi que la faible population de la commune, le maire (qui a été élu alors qu'il ne s'était pas présenté) est très optimiste en ce qui concerne l'avenir de sa commune. Il compte énormément sur le plan « Avenir » ainsi que sur le tourisme, la Loire à vélo,...Il regarde sa commune avec des yeux remplis d'espoir, de volonté, et non comme si elle était appelée à disparaître à petit feu, en faisant peur à cause des risques d'inondation.

2. EN ZONE URBAINE

- COMMUNE DE LA RICHE

- **Caractéristiques de la commune**

- Nombre d'habitants de la commune :	8 661
- Superficie de la commune :	817 hectares
- Ancienneté de l'enquête dans la fonction :	2 ans
- Âge de l'enquête :	Une trentaine d'années
- Sexe de l'enquête :	Féminin

- **Caractéristiques de l'enquêtée**

J'ai recueilli quelques informations sur l'enquêtée. Cette dernière est dans la fonction publique depuis deux ans. Auparavant, elle travaillait dans un bureau d'études. Son cursus est un DEUG en Sciences de la Terre puis une Maîtrise de géologie, enfin, un DEA en géographie physique. Aujourd'hui, son travail consiste à réaliser des plans d'aménagement, de sauvegarde du risque, à gérer les plans. Elle a une approche récente du problème vu son jeune âge et sa formation.

- **Les occupations du sol dans les zones inondables**

La Riche est en totalité inondable. Les habitations, les ZAC, les industries,...sont en zone inondable

- **La Loi Barnier**

L'enquêtée voit la Loi Barnier dans son côté pratique. Il y a une évolution des lois par rapport aux plans. Le point de départ est toujours la préfecture qui ensuite propose les plans aux communes. Cependant, en parallèle, il y a une évolution des mentalités.

Les plans sont régulièrement remis en cause en étant suivis (tous les 2 ans) afin de s'assurer que si l'aléa arrivait, la commune serait prête à faire face. Les travaux à la base de ces plans sont les simulations, les modélisations, les références à partir d'autres fleuves (l'Oder en Pologne). Mais attention, il faut surtout discuter les limites de ces outils et se rendre compte qu'ils ne restent que des outils. De plus, les modélisations restent abstraites pour les gens car elles ne leur parlent pas assez : la population cherche avant tout à savoir concrètement où l'eau arrivera dans leur maison.

Il y a deux stades : celui de la planification et celui de la pratique, du concret. Tout réside dans le fait de savoir faire la relation entre les deux : il s'agit de l'information à la population. Pour se faire, il y a un grand besoin de communication. Le problème est que les plans doivent être dans l'intérêt général ou du particulier ? Quand les scientifiques travaillent sur une étude de bassin hydrographique, ils doivent absolument regarder le problème de façon globale, générale, sur plusieurs départements, voire plusieurs régions. Il y a un grand besoin d'appréhender le risque de façon globale.

- **L'information auprès de la population**

Sur La Riche, la population se sent en sécurité. Ils n'ont pas conscience du risque, à part les pêcheurs, les riverains directs, ceux qui sont proches du fleuve. La mémoire du risque se perd ce qui est dommage car les gens en ont besoin. Pour cultiver cette mémoire du risque, on pourrait refaire des échelles de crue, des graduations sur le fleuve... Pour les gens, c'est difficile à comprendre que le risque existe.

Sur la commune, un plan de Secours Communal (en parallèle avec celui Départemental) est en train de se créer. Il sortira dans un ou deux ans. Ses objectifs : faire des fiches réflexes : qui fait quoi, quand, comment, où héberger les gens (écoles, gymnases), recenser le matériel, le personnel, comment utiliser le potentiel...

La notion du risque est le croisement entre l'enjeu et les aléas. Il faut trouver un compromis et trouver la priorité entre le développement économique ou la sauvegarde, la protection de la population.

La population ne croit pas au risque. Il faut noter qu'elle est plus ou moins difficile à convaincre (plus ou moins ouverte) en fonction de la classe sociale. Elle cherche avant tout le côté pratique, le concret. Il y a deux catégories de personnes : celles qui ont appris à vivre avec la Loire, c'est-à-dire qu'elles la connaissent, la surveillent, et considèrent que le fleuve fait partie du quotidien, en appréhendant le risque (40-50 ans) et les personnes qui n'y croient pas, qui ne se sentent pas concernées.

La communication, très importante, n'est pas assez étudiée, ni utilisée. Elle doit passer par les écoles pour toucher les enfants pour qu'ils touchent eux-mêmes leurs parents. De plus, il n'existe pas de formation spécifique dans le risque (en initial ou en continu). En effet, les ingénieurs territoriaux, les maires devraient avoir accès à ce genre de formation, ce qui n'est ni le cas, ni une priorité.

- **Le PPRI**

Le Plan d'Occupation du Sol date de décembre 2000 et le PPRI, de 2001.

Il y a 4 zones : 1 et 2 sont les plus urbanisées, proche de la Rocade, création de zones industrielles et commerciales. Et les zones 3 et 4 sont en urbanisation limitée, espace naturel et agricole.

Il faut utiliser le sol car il n'est pas possible de faire des friches ou des espaces naturels partout. Ainsi, il vaut mieux faire un centre commercial car il est moins grave qu'une zone d'activité soit inondée plutôt qu'un quartier résidentiel. (pas de personnes à évacuer, moins d'indemnisation...).

- **Quelques remarques de l'enquête**

Un maire a deux priorités : le développement de sa commune et la protection de sa population contre les risques. Il est donc difficile de lier les deux : il s'agit donc ensuite d'un choix politique.

L'Etat souverain doit assurer la protection des personnes mais le maire a également cette mission. Il y a donc un besoin d'interaction, une sorte de pyramide à l'envers.

Une idée est en route : créer un partenariat avec une autre ville (Joué les Tours ou Fondettes) dans le cas d'une crue afin d'obtenir de l'aide de la commune (dans le cadre du plan de secours communal). Cependant, la ville, en quelque sorte jumelée, pourra fournir de l'aide si elle n'est pas elle-même inondée.

- **Ma conclusion**

En conclusion, il faut absolument mettre davantage l'accent sur la communication, la culture du risque, comme le font nos voisins européens. Ainsi, la démarche devrait venir des écoles où la culture du risque serait présente avec l'éducation. De plus, il faut noter que la communication ne peut pas se faire de manière identique dans une petite commune, où le maire est notre voisin, et dans une grande commune, où on connaît à peine son voisin !

- **ENTRETIEN AVEC UNE PERSONNE DE LA PRÉFECTURE**

- **Explications de l'enquête à propos de sa fonction**

Il faut noter que tout est sectorisé dans la préfecture c'est-à-dire que chaque personne a sa fonction bien établie, définie. Au sein de la protection civile, la fonction de l'enquête est de préparer des documents dans le but de préparer la population en cas de catastrophe naturelle, des plans de protection d'intervention,...

- **Explications de l'enquête à propos des plans**

La loi de 1987 a mis en place le plan ORSEC, qui est le plus important, celui que l'on déclenche en cas de catastrophe naturelle vraiment dramatique. Ce plan s'applique pour toutes sortes de catastrophes naturelles.

Ensuite, il y a les plans d'urgence (décret de 1988) : il existe le plan rouge, les PPI (Plan Particulier d'Intervention), et les PSS (Plan de Secours Spécialisé). En fonction du degré des dégâts engendrés par la catastrophe, un plan est mis en place. Le plan ORSEC est déclenché si beaucoup de départements sont concernés : il n'y a pas d'autre plan au-dessus de lui. La différence entre un plan ORSEC et les autres plans est au niveau des frais engagés. En effet, pour un plan ORSEC, c'est à la charge de l'Etat, alors qu'avec les autres plans, c'est à la charge de la commune. Le plan ORSEC est de plus grande ampleur. Concrètement, il n'apporte pas plus de moyens, mais pour les médias et la population, il signifie énormément et fait le plus parler de lui.

Les différents plans sont rédigés à la préfecture, les cartes établies sur place à l'aide de cartographes puis les plans sont envoyés aux maires des communes concernées. Ensuite, c'est au maire de passer l'information à sa population. Si un plan est déclenché, plusieurs phases sont suivies en fonction du degré de gravité de la catastrophe : tout est écrit dans le plan, les précautions à prendre, quels services appeler à quel moment,...

Une cellule est mise en place lors des catastrophes naturelles : il s'agit de la salle opérationnelle dans laquelle tous les services sont présents pour faire face à la crise, rassurer la population, répondre aux questions de la population, suivre le phénomène,... A Tours, cette salle opérationnelle se situe dans les combles de la préfecture. Les services sont le chef du service de la DDE, spécialiste de l'annonce des crues, la DDAF, le DSV s'il faut porter secours aux animaux, l'inspection académique, les pompiers, la DDASS, la police, la gendarmerie, les militaires, le Conseil Général, la trésorerie, si de grosses dépenses commencent à être envisagées (grosses incidences financières). Peuvent aussi être présents : la SNCF, EDJ-GDF, France Télécom, la Poste,...(les grands opérateurs). C'est le préfet qui décide de déclencher les plans d'urgence. Toujours en fonction du degré d'importance de la catastrophe, le nombre des services réunis varie.

Le RDAC (Règlement Départemental d'Annonce des Crues) est réalisé par le service de la protection civile. Il a été rédigé le 15 avril 2002 (il s'agit du second). Le premier datait de 1997, mais a été repris car il ne traitait que la Loire. A l'inverse, le second parle également de ses affluents principaux (le Cher, la Vienne, la Cisse...). Le plan d'urgence est revu tous les 5 ans depuis le décret de 1988. En général, les plans de secours sont révisés tous les 3 ou 5 ans.

- **PLUS PRÉCISÉMENT POUR LA COMMUNE DE TOURS**

- **Caractéristiques de la commune**

- Nombre d'habitants de la commune : 137 046

- Superficie de la commune :	3 436 hectares
- Ancienneté de l'enquête dans la fonction :	10 ans
- Âge de l'enquête :	53 ans
- Sexe de l'enquête :	Masculin

- **Quelques remarques de l'enquête**

Tours est protégée par les digues. Les plans sont rédigés car il faut toujours imaginer le pire scénario : si Tours est inondée, il faut déclencher un plan, évacuer les gens,...On sait qu'une crue extraordinaire reviendra, mais on ne sait pas quand. C'est pour cela qu'il faut imaginer le pire et être prêt au cas où.

Dans un premier temps, l'état de vigilance est à adopter mais si la cote de 0.90 m est atteinte à Orléans, il faut prendre des mesures à Amboise. De même, s'il y a 2.20 m à Langeais, il faut commencer à bien surveiller. La référence à Tours est le pont Wilson. Si la cote est à 3 m : le plan d'alerte est déclenché. Il y a les prévisions des crues sur deux jours et en fonction de ces dernières, différents plans sont déclenchés par le préfet.

En conclusion, le risque majeur de Tours est la rupture des digues. Dans le cadre de la mise en place des plans d'urgence, il est indispensable d'avoir une bonne entente, une bonne coordination entre les services eux-mêmes car de nombreux services sont impliqués. De plus, cette coordination doit exister également entre les différents départements impliqués car il est important d'avoir une bonne communication avec les collègues de l'amont et de l'aval afin d'anticiper le phénomène.

3. EN ZONE PÉRI-URBAINE

- Commune de MONTLOUIS SUR LOIRE

- **Caractéristiques de la commune**

- Nombre d'habitants de la commune :	9 827
- Superficie de la commune :	2 455 hectares
- Ancienneté de l'enquête dans la fonction :	8 ans
- Âge de l'enquête :	entre 31 et 44 ans
- Sexe de l'enquête :	Masculin

- **Caractéristiques de la population de la commune**

La moyenne d'âge de la commune de Montlouis est entre 30 et 50 ans. Les plus anciens rappellent le risque à travers leurs récits mais attention quand même aux témoignages !

- **Le PPRI**

Le PPRI est celui qui concerne le val de Cisse. Il n'a pas entraîné trop de différence.

Pour les permis de construire, cela n'a pas changé grand chose non plus. Il n'y a pas de souci de ce côté-là. La commune de Montlouis est seulement à 25% inondable (par le Cher et par la Loire). La population ne se sent pas concernée. Les zones inondables sont urbanisées.

- **L'information auprès de la population**

La population est informée du risque en particulier à travers les différentes démarches de la Maison de la Loire (située à Montlouis) mais elle ne vient pas trop chercher de l'information.

Le risque des coteaux est plus grand que celui de la Loire. Ainsi, il est quand même nécessaire que les gens soient conscients du risque.

Les gens se sentent protégés. Le plus à craindre est le risque par sur-versement en aval. Des modélisations sont faites. Les travaux sont réalisés en parallèle et il existe une coordination avec l'Equipe Pluridisciplinaire.

Il n'y a pas de culture du risque. Mais doucement, on essaie de faire prendre conscience à la population que même si cela fait longtemps qu'il y a eu de fortes inondations, cela ne signifie pas qu'elles ne se reproduiront pas.

- **Remarques de l'enquêté**

La Loire a principalement deux volets qui sont le paysage et la protection.

Il y a plusieurs façons de voir la Loire. Pendant longtemps, on la voyait à travers les digues, la protection car il fallait tout sanctuariser. A Montlouis, il y a une autre approche. La notion de risque n'est pratiquement pas présente. En effet, cette commune voit la Loire autrement : tourisme, vin, patrimoine, vélo,... autrement dit, à travers tous les bons cotés et tout ce qui attire.

- **La photographie**

En regardant la photographie, les idées venues étaient : le vent d'Ouest, le sable, les îles.

Les 5 mots les moins représentatifs sont baignade, centrale nucléaire, Natura 2000, Parc Naturel Régional, ripisylve.

Les 10 mots les plus représentatifs de la Loire : Sterne, crue, coteau, boire, levée, cormoran, castor, héron, val, peupleraie.

CHAPITRE 4 : DISCUSSION

1. LA NOTION DU RISQUE

Pour commencer, la notion la plus importante de cette étude a été bien entendu celle du risque. Cependant, comment définir celle-ci ? Lors des conférences ayant eu lieu à Tours, en octobre 2002, dans le cadre de l'inscription du val de Loire au patrimoine mondial (université européenne d'été 2002), la grande question des différents débats et colloques a été cette notion du risque. La chose qui m'avait le plus marquée a été la discussion autour de la terminologie en elle-même, c'est-à-dire, devons-nous dire : notion ou culture du risque ? Mais honnêtement, n'est-ce pas un peu dérisoire ? En effet, alors que de nombreuses personnes ignorent encore le risque réel de la Loire, fleuve qu'elles côtoient chaque jour, certains élus font de cette réalité un problème de vocabulaire.

La notion du risque implique obligatoirement la loi créée le 2 Février 1995 pour le renforcement de la protection de l'environnement : la loi Barnier. Cette dernière était pour la plupart connue. Une chose très importante à noter est la « sectorisation » des fonctions et des responsabilités dans une Préfecture. En effet, alors qu'ils sont d'accord pour dire que pour bien résoudre un problème, il faut avoir une idée globale et générale de celui-ci, à l'intérieur de leur propre organisme, ils ne s'interrogent pas sur le fait que tout soit séparé. D'un côté, je comprends qu'une seule personne ne puisse pas tout faire, mais je pense qu'il est essentiel de connaître l'amont et l'aval du problème afin de mieux le gérer. Ainsi, la personne s'occupant de rédiger les différents plans de secours lors des catastrophes naturelles à la préfecture ne connaît pas la loi Barnier et celle qui s'occupe de la prévention ne connaît pas les différents plans. Je reconnais que cet aspect est très délicat. En effet, alors que les employeurs recherchent aujourd'hui des personnes polyvalentes, nous nous rendons compte également que la société cherche à spécialiser les fonctions. Alors comment savoir tout faire et bien ? Mais ici, le problème est plus grave car lors d'une inondation, comment avoir une bonne coordination entre les départements touchés par la catastrophe si au sein d'un seul organisme, tout est sectorisé ? Peut-être serait-il intéressant d'organiser quelques fois des « visites », comme des « journées portes ouvertes » pour découvrir de plus près ce que fait son collègue afin d'avoir une vision plus globale du risque d'inondation...

En analysant les différents entretiens j'ai pu mettre en évidence quatre paramètres qui faisaient varier la vision de la notion du risque.

Tout d'abord, la fonction exercée par l'enquêté. En effet, pour les différentes personnes interrogées, la notion du risque avait une place plus ou moins importante. Pour les maires, le risque existe mais il n'est pas très judicieux de mettre en évidence le risque d'inondation en parlant de leurs communes. Ainsi, alors que Bréhémont est à 98% inondable, le maire parle de sa commune avec beaucoup d'espoir : ville qui s'agrandit, qui attire de jeunes populations, et non qui est destinée à mourir à cause de sa faible population et de sa forte exposition au risque d'inondation. Ceci est normal car un des buts d'un maire est le développement de sa commune par l'intermédiaire de travaux et de constructions...

Deuxièmement, l'âge de l'enquêté a attiré mon attention. En effet, ce paramètre faisait également varier l'image que la Loire peut donner quant au risque qu'elle représente.

Pour les personnes les plus âgées, il n'est pas impensable que la Loire puisse se montrer coléreuse. Ceci n'est pas nouveau : plusieurs études ont déjà montré que la mémoire ou les récits familiaux marquaient les mentalités. Ainsi, par des crues importantes vécues ou des témoignages récités, les personnes les plus âgées savent que la Loire peut devenir très dangereuse lors de crues historiques. A l'inverse, les populations plus jeunes n'y croient pas. Elles pensent que les levées sont invincibles et qu'elles protègent parfaitement routes et habitations. Deux phénomènes peuvent expliquer ceci : ces populations sont de nouveaux tourangeaux, ou encore, la mémoire se perd et les jeunes ne connaissent pas les fortes inondations de la Loire.

Troisièmement, la superficie des zones inondables de la commune. A ma grande surprise, ce paramètre n'influence pas énormément les réponses des enquêtés. Peut-être pouvons nous penser que le paramètre précédent (l'âge) « l'emporte » sur celui-ci ? En effet, alors que je pensais que sur une commune très exposée aux risques d'inondation, la notion du risque était quasi omniprésente, les enquêtés avaient toujours tendance à dire que les digues protégeaient bien populations et constructions. Ainsi, je pense que malgré le risque fort d'inondation, les populations ont perdu cette fameuse culture du risque. Pour illustrer ce propos, je pense notamment aux communes de La Riche et de Bréhémont qui sont respectivement exposées aux inondations à 100% et 98% où la population ne se sent pas du tout concernée par les inondations mais protégées par les levées. En revanche, il est quand même important de noter que parmi les mots choisis pour représenter la Loire, la moitié d'entre eux représentait la notion du risque pour le maire de Bréhémont. A l'inverse, seulement un ou deux mots exprimant le risque étaient choisis par les autres enquêtés.

En analysant les résultats des entretiens, nous nous rendons compte que dans le choix des mots les plus représentatifs de la Loire, ceux qui représentent le risque d'inondation : brèche, crue, digue, échelle de crue, inondation, levée...ne sont pas choisis en priorité. En effet, en général, la Loire est plutôt perçue comme un atout pour la région (patrimoine mondial), un fleuve qui abrite une flore et une faune bien connues (brochet, sterne, cormoran, castor, peupleraie...). Pour conclure, je pense qu'il s'agit de l'interaction entre plusieurs éléments qui influencent les réponses des enquêtés et non uniquement un paramètre ou un autre.

Ensuite, je parlerai de la vision que les élus ont du Plan Loire Grandeur Nature. En effet, alors qu'un des trois objectifs de ce dernier est la protection de la population, les enquêtés, pour la plupart, ne me parlaient que des travaux de renforcement des digues. Ainsi, les élus, en général, attendent de ce Plan de l'aide financière afin de réaliser des travaux mais ne voient pas le côté humain qui met en évidence la protection et l'information à apporter à la population.

Dernier élément : la zone d'habitation. En reprenant ville par ville, je dirai que d'après les réponses que l'on m'a fournies, en général, à Tours et à La Riche (zone urbaine), la notion du risque n'est pratiquement pas répandue. En zone péri-urbaine, je n'ai obtenu qu'un seul entretien, mais il apparaît que les populations ne se sentent pas non plus concernées par le risque d'inondation de la Loire. Enfin, dans la zone rurale (Bréhémont et Rivarennnes), j'ai eu l'impression qu'il s'agissait de la zone la plus sensibilisée par le risque que représente la Loire.

Cette différence, due à l'urbanisation plus ou moins importante de la commune, m'a fait réfléchir sur un autre aspect : l'information de la population. En effet, il semble que les populations rurales soient les plus conscientes du risque d'inondation de la Loire mais pourquoi ? Serait-elle mieux informée sur le fleuve qui traverse leur commune ?

2. LA NOTION DE COMMUNICATION, D'INFORMATION

Une chose a été évidente pour tous les enquêtés : la population doit être informée sur les risques d'inondation de la Loire.

En général, les moyens pour informer la populations sont les mêmes quelque soit la zone d'habitation. En effet, pour prévenir les populations, diverses expositions relatant l'historique des crues de la Loire sont réalisées dans les mairies, ou bien de l'information circule à travers le bulletin municipal. Les principales méthodes d'information de la population sont les précédentes citées. Cependant, ces dernières sont-elles réellement efficaces ? Sont-elles adaptées à l'urbanisation plus ou moins importante des communes ?

Un élément revenait régulièrement lors des entretiens : la part importante des médias. En effet, en parlant d'information, je faisais plus référence aux initiatives de la commune pour informer sa propre population ; or, les enquêtés me répondaient souvent que les gens étaient au courant des risques d'inondation de la Loire grâce à la télévision, la Nouvelle République, ou la radio...

D'après la loi 87-565 du 22 Juillet 1987, « Les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles » (extrait de l'article 21). Dans cette citation, il est important d'éclaircir certains termes. En effet, il est dit que l'information concerne les « risques majeurs », mais qu'est le risque exactement, et quand le qualifier de majeur ?

Le risque est le croisement entre l'aléa (lui-même le croisement entre l'événement et la probabilité) et la vulnérabilité du site (occupation des sols). Pour illustrer cette définition, nous dirions qu'un glissement de terrain de grande ampleur dans le désert est un risque nul, alors qu'un glissement de terrain de faible ampleur dans une ville est un risque fort. Il existe plusieurs types de risque : le courant, le particulier et le majeur. C'est au dernier que nous allons nous consacrer. En effet, le risque majeur est un risque collectif caractérisé par sa gravité (nombreuses victimes, forte mobilisation des hommes et des systèmes pour porter secours) et sa faible fréquence. Il faut noter que le risque peut être naturel (ce qui nous intéresse dans ce rapport car nous nous focalisons sur les risques d'inondation) ou technologique (industriel, transport de matières dangereuses ou nucléaires...). Enfin, l'information préventive ne concerne que le risque majeur.

Concrètement, l'information préventive permet de sensibiliser la population dans l'objectif d'une meilleure prise en compte du risque et d'un comportement plus efficace. Elle existe depuis la loi de 1987, précédemment citée, et est organisée par l'Etat et les communes.

L'objectif est de lutter en amont contre le risque et de développer de bons réflexes, de bons comportements face à la catastrophe, phénomène appelé la culture du risque, voir « la notion du risque » dans ce chapitre. Pour mettre en œuvre cette information, des CARIP (Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive) ont été créées, ainsi que des inventaires des communes à risques (157 en Indre et Loire), le Dossier Départemental des Risques Majeurs, le Dossier Communal Synthétique, le Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs et des campagnes d'affichage et d'information (cf. annexe n°2).

Sur la notion de communication, deux choses ont attiré mon attention.

Tout d'abord, comme le disait une enquêtée (Madame Fournier, mairie de La Riche), l'information auprès de la population ne doit pas se faire de la même façon dans une grande ou au contraire une petite commune. En effet, aujourd'hui, l'Etat a tendance à tout standardiser, uniformiser, ce qui signifie que chaque commune doit mettre en place les mêmes systèmes d'information pour informer la population. Je m'en suis bien rendue compte lorsqu'à la Préfecture, Madame Sparfel m'a montré le genre de documents qui étaient envoyés à tous les maires, quelque soit le nombre d'habitants de la commune. Il est évident que c'est le rôle d'un maire d'informer sa population mais il faut tenir compte de la différence d'emploi du temps entre un maire d'une grande commune et celui d'une commune moins peuplée.

En somme, je pense qu'il faut davantage adapter le genre d'information à faire passer en fonction de la taille de la commune. Si un habitant d'une petite commune a une question à poser au maire, il ne lui est pas difficile de le rencontrer ; à l'inverse, dans une grande commune, il est souvent très compliqué de trouver la bonne personne à qui parler. Les moyens d'information sont toujours les mêmes : affiches, expositions, bulletin municipal, mais lorsque je demandais aux enquêtés si beaucoup de personnes venaient voir les expositions ou lisaient les affiches, on me répondait négativement. Surprise, je demandais alors si cela ne leur faisait pas changer d'avis sur la façon de communiquer avec la population ! Mais les mêmes réponses revenaient sans cesse : pour les enquêtés, la population ne prend pas la peine d'aller s'informer ou de chercher à savoir, à comprendre. Je me suis donc trouvée devant un sérieux problème. En effet, durant la période de ce projet, j'ai beaucoup parlé autour de moi de cette question d'information (pour plusieurs raisons : anonymat, manque de temps... je n'ai pas pu faire part officiellement de ces différentes conversations). Cependant, une chose a été très claire : pour les habitants, ils n'ont pas assez d'information et s'ils n'avaient pas les médias, ils ne sauraient pas grand-chose sur les risques de la Loire. Ainsi, nous sommes en face d'un problème majeur où chacun se jette la pierre. Est-ce de la faute de la population, pas assez curieuse d'après les gestionnaires ? Ou plutôt les acteurs de l'eau, peut-être pas assez pédagogues, d'après la population.

En conclusion, une seule solution existe d'après moi. Comme dans tous conflits, je pense que c'est à chacun de faire un effort : la population devrait peut-être se manifester davantage en montrant qu'elle se sent concernée, contrairement à ce que pensent les gestionnaires, et d'un autre côté, les acteurs de l'eau devraient peut-être revoir leurs moyens de communiquer avec la population, principalement en l'adaptant à la taille de la commune.

Deuxièmement, pour compléter mon étude, j'ai désiré apporter quelques comparaisons avec nos voisins européens. En effet, cette vision reste fidèle à l'optique de ma formation, qui a pour principale vocation l'étude des cours d'eau continentaux mais également celle de ne pas oublier que la France fait partie de l'Union Européenne.

Ainsi, je me suis rendue compte que les enfants étaient très peu sensibilisés aux risques naturels. Lors de mes entretiens, il m'est arrivé de demander quelle était la place de l'information auprès des enfants. On m'a répondu qu'une demi-journée par an, une classe d'une seule école était invitée à aller voir des carrières, ou la Loire,...mais il faut noter que cela se passe souvent le mercredi après-midi, ce qui signifie que les enfants, ayant des activités extrascolaires, ne se rendent pas sur le site à visiter. Je suis d'accord pour admettre que ce genre de sortie exige une grande part de responsabilité des enseignants ainsi qu'une grande organisation. Mais je pense que ce n'est pas plus compliqué ou plus dangereux que d'emmener toute une classe à Paris voir la Tour Eiffel ! De plus, il faut faire la part des choses : la famille peut aller à Paris avec les enfants ; cependant, aller au bord de la Loire et expliquer les phénomènes de crues demandent certaines connaissances.

Par contre, dans d'autres pays d'Europe, les enfants sont davantage sensibilisés. Je prendrai l'exemple de l'Italie, pays que je connais relativement bien. En effet, il y a six ans, certaines régions du pays ont connu de grandes secousses sismiques. Les enfants étaient préparés grâce aux écoles qui mettaient en évidence les risques naturels que certaines régions d'Italie pouvaient rencontrer. A l'inverse, en France, on emmène les enfants sur le terrain une fois la catastrophe passée et non avant qu'elle arrive. Je pense donc qu'il faudrait davantage sensibiliser les enfants, et que par leurs intermédiaires, les parents se sentent également plus concernés. Cela aurait donc un double intérêt : sensibiliser les parents à travers les enfants, eux-mêmes, sensibilisés. Il serait donc intéressant que l'éducation nationale intègre ce genre d'enseignement aux enfants, que cela fasse entièrement partie du programme d'enseignement.

3. LES LIMITES DE L'ÉTUDE

En réalisant les entretiens, j'ai pensé à quelques remarques qui auraient pu améliorer le déroulement des « interviews », donc améliorer également l'étude. Je tiens évidemment à préciser que ce ne sont que mes impressions personnelles, suite aux déroulements des entretiens. En effet, n'étant pas du tout sociologue de formation, je ne pourrais pas me permettre d'apporter des critiques !

Ainsi, je me suis rendue compte que l'entretien semi-directif, malgré ses avantages déjà présentés précédemment, comporte également des inconvénients. Les personnes enquêtées étaient plus ou moins bavardes, ce qui implique que tout le questionnaire n'a pas toujours été réalisé. En effet, je possédais une durée de temps limitée et restreinte, ce qui signifie que certaines fois, je n'ai pas pu achever le questionnaire (cf. entretien de Madame Fournier, mairie de La Riche). A présent, avec du recul, je me demande s'il n'aurait pas été mieux de focaliser davantage le questionnaire afin que les enquêtés ne fassent pas trop de « hors sujet » (si l'on peut parler de hors sujet car évidemment, tout ce que me racontaient les enquêtés était intéressant mais il est nécessaire de revenir plus précisément au sujet d'étude).

Bien sûr, l'idéal aurait été de bénéficier de plus de temps pour réaliser les questionnaires mais les heures des acteurs de l'eau étaient comptées, on pouvait rarement m'accorder plus d'une heure d'entretien.

Ainsi, avec plus de temps pour réaliser les enquêtes ainsi qu'un questionnaire plus dirigé, je pense que le travail aurait été meilleur et il y aurait plus de dires à analyser.

4. L'OUVERTURE DE L'ÉTUDE

Comme cette étude fut très intéressante, je pense qu'il serait bien de continuer ce travail en élargissant la zone géographique afin d'obtenir davantage d'entretiens. En effet, il est important de noter qu'étant donné le faible échantillon obtenu, les conclusions que j'ai tirées sont peut-être dues uniquement aux personnes et non, comme je pensais, à la superficie des zones inondables de la commune ou à l'importance démographique de la ville. De plus, comme j'ai commencé à le dire précédemment, il serait intéressant de reprendre cette étude en se concentrant davantage sur certains aspects lors de l'enquête en laissant moins de liberté à l'enquêté pour répondre.

Il y a encore un élément que j'ai rencontré lors de mon étude dont je n'ai pas parlé : il s'agit des modélisations hydrauliques réalisées par des ingénieurs. En effet, sur Internet, j'ai souvent rencontré des sites qui parlaient de modélisations hydrauliques (par exemple, CEMAGREF). Je pense qu'il serait également très intéressant d'approfondir cet aspect. En effet, en fonction de la position que l'on adopte, les dires ne sont pas les mêmes. Ceux qui réalisent ces modèles sont certains de bien représenter la réalité des phénomènes naturels (ici, les crues) alors que d'un autre côté, les élus qui se trouvent confrontés à ce genre de travaux ne comprennent pas trop de quoi il s'agit. Il est donc très important d'une part, de mettre en évidence le fait que ces modèles restent des outils qui tentent de se rapprocher le plus possible de la réalité, sans la représenter véritablement ; de plus, il serait bien de devenir plus pédagogue en présentant ces modèles lors de réunions regroupant élus et ingénieurs.

Pour conclure, cette étude m'a énormément apporté. Ce fut un véritable plaisir de me déplacer pour aller enquêter des acteurs de l'eau. J'ai non seulement rencontré des personnes très intéressantes, mais également beaucoup appris. S'il fallait résumer en un mot ce travail, ce serait fructueux...

J'espère que cela donnera envie à d'éventuels futurs collègues de cette formation de continuer cette étude qui, selon moi, le mérite largement.

